

PRIME MINISTER'S

PERSONAL MESSAGE

SERIAL No. T134/80

OPS

ZZ 261050Z
LONDRES DE PARIS
SECRET GOUVERNEMENTAL 471

Original:

MME MARGARET THATCHER
PREMIER MINISTRE DU ROYAUME UNI
10 DOWNING STREET LONDRES

Afghanistan: Sit'n 475

DE M. VALERY GISCARD D'ESTAING
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

PARIS LE 25 JUIN 1980

MON CHER PREMIER MINISTRE,

POUR REPONDRE A LA COMMUNICATION SOVIETIQUE DU
20 JUIN DERNIER DONT JE VOUS AVAIS INFORMEE LORS DU SOMMET DE
VENISE, J'AI INVITE MON AMBASSADEUR A MOSCOU A FAIRE PART AUX
AUTORITES SOVIETIQUES DU MESSAGE SUIVANT :

- L'ANNONCE ET LA REALISATION DU RETRAIT DE CERTAINES
UNITES MILITAIRES SOVIETIQUES CONSTITUAIT, DANS L'EVOLUTION DE LA
CRISE, UN ELEMENT NOUVEAU ET POSITIF.

- CETTE DECISION PRENDRAIT TOUTE SA SIGNIFICATION SI
ELLE S'INSCRIVAIT DANS UN CALENDRIER DE RETRAIT DE L'ENSEMBLE DES
FORCES SOVIETIQUES.

- LES DISPOSITIONS DEVRAIENT EGALEMENT ETRE ARRE-
TEES POUR ASSURER AU PEUPLE AFGHAN LA POSSIBILITE DE DETERMINER
LIBREMENT SON AVENIR A L'ABRI DE TOUTE INGERENCE EXTERIEURE ET
PERMETTRE A L'AFGHANISTAN DE RETROUVER SON STATUT DE PAYS NON
ALIGNE.

L'AMBASSADEUR A ETE RECU PAR M. GROMYKO LE
25 JUIN POUR LUI FAIRE LA COMMUNICATION PRESCRITE ET LUI DEMANDER
DE LA TRANSMETTRE A M. BREJNEV. LE MINISTRE A FAIT LES OBSERVATIONS
SUIVANTES EN INDICANT QU'IL NE POUVAIT S'AGIR, A CE STADE, QUE DE
SON OPINION PERSONNELLE :

- LE RETRAIT DE CERTAINES TROUPES SOVIETIQUES EST UN PAS IMPORTANT AFIN D'AMELIORER LA SITUATION CREEE AUTOUR DE L'AFGHANISTAN. CE FAIT, EN SOI IMPORTANT CAR IL S'AGIT D'UNE MESURE MILITAIRE, EST AUSSI LE SIGNE DE L'INTENTION DE L'U.R.S.S. DE NE PAS LAISSER SON CONTINGENT MILITAIRE A PERPETUITE EN AFGHANISTAN COMME CERTAINS L'ONT PRETENDU EN OCCIDENT.

- EN CE QUI CONCERNE LE SOUHAIT DE VOIR INSCRIT CE PAS DANS UN CALENDRIER GENERAL DE RETRAIT, IL DOIT ETRE CLAIR QU'IL NE PEUT S'AGIR DE RETRAIT TOTAL AUSSI LONGTEMPS QUE SE POURSUIVENT LES INGERENCES EN AFGHANISTAN A PARTIR DES TERRITOIRES DU PAKISTAN ET DE L'IRAN. L'UNION SOVIETIQUE A REALISE UN PAS IMPORTANT. MAINTENANT, LA BALLE EST DANS LE CAMP DES PAYS QUI CONTINUENT L'AGRESSION CONTRE L'ETAT AFGHAN ET DE CEUX QUI INSPIRENT LES VOISINS DE L'AFGHANISTAN. CEUX-CI DOIVENT ENTREPRENDRE DES PAS CORRESPONDANTS POUR CESSER LES INGERENCES. ILS DOIVENT ACCEPTER UN ACCORD AVEC L'AFGHANISTAN ET L'ETABLISSEMENT DE RELATIONS PACIFIQUES AVEC CE PAYS. QUANT AUX ETATS QUI, COMME LA FRANCE, NE SONT PAS DIRECTEMENT CONCERNES MAIS PEUVENT INFLUENCER LA SITUATION, ILS DOIVENT ENCOURAGER L'IDEE QU'IL FAUT ACCEPTER DES POURPARLERS ET UN ACCORD AVEC KADDOU. C'EST AINSI QUE LE PROBLEME POURRA ETRE RESOLU. LES ACCORDS DOIVENT ETRE EFFECTIFS ET GARANTIS.

- EN CE QUI CONCERNE LA "DIRECTION AFGHANE", IL S'AGIT D'UN PROBLEME EXCLUSIVEMENT INTERNE. PERSONNE NE DOIT LE RESOUDRE A LA PLACE DU PEUPLE AFGHAN, NI DONNER A CELUI-CI DE CONSEILS SUR CE QUE DOIT ETRE LE REGIME OU LA DIRECTION DE L'AFGHANISTAN.

- POUR CE QUI EST DU STATUT DE NON ALIGEMENT, L'AFGHANISTAN EST UN PAYS NON ALIGNE. QUI POURRAIT L'AFFIRMER AVEC PLUS DE SURETE QUE LA DIRECTION AFGHANE ELLE-MEME QUI EST SEULE EN MESURE DE DIRE SI L'AFGHANISTAN EST UN ETAT NON-ALIGNE OU S'IL A UN AUTRE STATUT.

TELS SONT LES COMMENTAIRES FAITS PAR M. GROMYKO DONT J'AI JUGE INTERESSANT DE VOUS INFORMER DANS L'ESPRIT DES ECHANGES DE VUES QUE NOUS AVONS EUS SUR CETTE QUESTION A VENISE.

AVEC L'EXPRESSION DE MES SENTIMENTS LES MEILLEURS.

VALERY GISCARD D'ESTAING

BT